

"Le président Bénéš a capitulé devant les exigences de M. Gottwald" dans Le Monde (26 février 1948)

Légende: Le 26 février 1948, le quotidien français Le Monde retrace le déroulement des événements qui, à Prague le 25 février 1948, ont conduit à la démission du président Bénéš sous la pression de Klement Gottwald soutenu par l'Union soviétique.

Source: Le Monde. dir. de publ. Beuve-Méry, Hubert. 26.02.1948, n° 959. Paris: Le Monde. "Le président Bénéš a capitulé devant les exigences de M. Gottwald", auteur:Penchenier, Georges , p. 1.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_president_benes_a_capitule_devant_les_exigences_de_m_gottwald_dans_le_monde_26_fevrier_1948-fr-9a81f819-4372-422f-b4ba-50f374fbb79c.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Coup d'Etat à Prague

Le président Bénéš a capitulé devant les exigences de M. Gottwald

Les communistes réduisent les autres partis à l'impuissance

La crise tchécoslovaque évolue rapidement vers une solution où il paraît que M. Gottwald et le parti communiste obtiennent satisfaction sur l'essentiel.

M. Bénéš, qui a eu un important entretien avec M. Gottwald ce matin, semble avoir capitulé devant les injonctions de celui-ci ; il a accepté la démission des onze ministres anticommunistes, et le cabinet sera reconstruit, sur la base, dit-on, d'un « Front national élargi ». Les apparences seraient ainsi sauvées, mais les communistes seraient en fait en position dominante.

La composition du gouvernement serait connue ce soir. Le parti social-démocrate aurait accepté d'y participer sur la base des propositions qui lui ont été faites par les communistes, l'aile droite et l'aile communiste du parti s'étant mis d'accord ce matin.

Le déroulement des événements dans la journée du 24 février

De notre correspondant particulier Georges PENCHENIER, par téléphone

Prague, 25 février. - La journée du 24 février aura été décisive pour la Tchécoslovaquie. Si jusqu'à présent on pouvait avoir quelques illusions, maintenant c'est fini. Le rideau de fer tombe sur le dernier acte, et nous aurons demain un bloc oriental sans fissure, dans lequel, la Tchécoslovaquie, enfin mise au pas, jouera un rôle économique et politique des plus importants, vaste usine du monde slave et avant-garde de la future fédération des « républiques populaires ».

Les quelques répliques que pourraient encore échanger les acteurs de ce drame ne présentent guère d'intérêt, et les arguments qui nous seront offerts demain avec statistiques à l'appui ne sauraient cacher la vérité : **le 24 février 1948 le régime parlementaire, tel du moins qu'on le définit en France ou en Angleterre, aura cessé d'être le régime de la République fondée par Masaryk et restaurée par Bénéš.**

La technique du coup d'Etat

Il n'y a plus de partis politiques.

Ou du moins il n'y a plus que le parti communiste, dont le travail en ces dernières quarante-huit heures a démontré à la fois la discipline des adhérents, l'intelligence politique des chefs et la longue et méticuleuse préparation. Car, quoi qu'on en dise, ce n'est pas en quelques heures et pour parer à un complot de l'adversaire qu'on peut briser des partis politiques organisés, déplacer des masses de manifestants, occuper des bâtiments publics, arrêter les opposants, expulser des chefs d'entreprises, le tout méthodiquement, calmement, sans heurt.

Ce matin, il devient naturellement presque impossible d'avoir des nouvelles autres que les nouvelles officielles. On n'ose plus téléphoner de crainte de compromettre des gens, et, lorsque après mûres réflexions on se décide, on n'obtient souvent aucune réponse, soit que la personne en question ait été arrêtée, soit qu'elle ait changé discrètement de domicile.

Néanmoins on peut se faire une idée de la situation. Depuis hier 4 heures le parti socialiste national est liquidé. Le quotidien ne paraît pas ce matin, car l'imprimerie est occupée par la police. Les dirigeants ne sortent pas de chez eux et déjà certains préfèrent abandonner la politique et retourner à des occupations plus paisibles dans l'espoir d'échapper ainsi aux représailles communistes.

En Slovaquie les démocrates, pourtant deux fois plus nombreux que leurs adversaires, se sont inclinés

devant la force. Il n'y a plus de démocrates au conseil des commissaires ; le quotidien du parti ne paraît plus, et les arrestations se multiplient.

Chez les populistes un congrès est convoqué pour aujourd'hui, mais on ignore s'il pourra seulement se réunir. Le comité directeur qui a expulsé hier matin deux de ses membres pour des raisons disciplinaires n'a pas tardé à le regretter. Les deux exclus, le vice-président de la Chambre Petr et un député, l'abbé Ploihar, ont obtenu l'appui du ministre de l'Intérieur Nosek et ont occupé les locaux du quotidien populiste *Lidova Demokratie*. Ainsi, ce matin, le *Lidova Demokratie* paraît et ses lecteurs ignoreront sans doute qu'il ne représente aucunement le parti.

M. Fierlinger lève le masque

Une opération de même genre a été exécutée au sein du parti social-démocrate. On sait les efforts faits par M. Lausman pour résister à la fois à l'aile gauche (dépendant de Fierlinger) et à l'aile droite. Hier soir M. Fierlinger signait un communiqué dans lequel, se décidant enfin à lever le masque, il condamnait formellement les tendances « de droite » du congrès de Brno et invitait les social-démocrates à se grouper autour de lui. Au même moment, et tandis que le comité exécutif continuait les palabres inopérantes, les éléments pro-communistes constituaient un comité d'action à la tête duquel ils plaçaient M. Reiman et Mme Kousona Petránková, expulsés du parti la veille pour raisons disciplinaires. Répétant la manœuvre couronnée de succès au *Lidova Demokratie*, ces deux personnages faisaient de même avec le quotidien social-démocrate et *Pravo Lidu* a purement et simplement changé de mains. Ce que voyant, le comité exécutif, considérant qu'il n'avait plus rien à faire, a levé sa séance sans même tenter de publier un communiqué.

Ainsi se termine l'existence des quatre partis qui, avec les communistes, constituèrent pendant deux ans et demi le Front national social, source de l'autorité sur les pays tchèque et slovaque.

Les jeux sont faits.

Il n'y a pas eu une faille dans la magistrale opération montée par le parti communiste. Ou plutôt il n'y en a eu qu'une seule, et qui a déclenché le dispositif : **le refus du président Bénéš de s'incliner devant les exigences de son président du conseil.**

Hier, dès le matin, des détachements de police renforçaient les factionnaires placés à l'entrée des édifices publics. La police, dont les effectifs à Prague sont pourtant le triple de ceux d'avant guerre, reçut des renforts de la province d'où arrivèrent des cars transportant gardes mobiles et paquetages. Des cantonnements furent installés dans différents endroits de la ville. Dès 11 heures du matin on pouvait apercevoir ça et là, dans les rues adjacentes des grandes avenues, des pelotons qui, l'arme au pied, attendaient les ordres.

Furent successivement protégés ou occupés, selon qu'ils étaient pour ou contre les mesures prises, les standards téléphoniques, la radiodiffusion, les secrétariats de rédaction, les sièges des partis politiques et même, ce qui prouve l'admirable organisation du putsch, certains secteurs extrapolitiques, comme par exemple le groupement professionnel du commerce en gros dont le personnel fut licencié tandis qu'on posait les scellés sur les divers bureaux.

On aurait cru hier être reporté dix ans en arrière. Même émoi silencieux se traduisant, chez les femmes par des larmes, chez les hommes par la façon dont ils saluaient avec une tendresse qui ne paraissait pas ridicule les pavillons nationaux brandis par quelques étudiants imprudents. Mais la police fit disperser rapidement les groupes « réactionnaires » qui disparurent aussitôt qu'entrèrent en scène les colonnes mobilisées par les sections du parti communiste.

La ville, dans la soirée, fut livrée entièrement à cette foule toujours aussi peu révolutionnaire, mais parfaitement disciplinée, qui vingt fois de suite descendit et remonta la Vaclavské-Namesti, la grande avenue de la capitale. Pas d'hésitation, pas de désordre. On avait l'impression d'assister à une reconstitution historique sans armes d'un événement révolutionnaire. Et pourtant c'était vrai.

Coup de force contre les social-démocrates majoritaires

Mais si l'on appliqua aux partis de droite des mesures de simple police, il en fut tout autrement chez les social-démocrates, et l'opération n'en fut que plus remarquée. A 15 heures, deux cars amenés sous la direction de Rudolf Reiman, exclu la veille du parti, s'arrêtèrent devant l'édifice social-démocrate. Une cinquantaine d'individus munis de brassards rouges se placèrent devant l'immeuble et ne laissèrent désormais entrer que les membres du comité exécutif. Celui-ci refusa de siéger sous la contrainte jusqu'au moment où l'on apprit que les dissidents s'organisaient en un comité d'action qui s'emparait du quotidien social-démocrate. Le tour était joué et Lausman dut lever la séance.

Comités d'action = soviets

Les comités d'action (élus on ne sait comment mais on sait très bien par qui) continuent de se multiplier sur tout le territoire de la République. Des soviets ne cessent de surgir de tous côtés : dans les entreprises, dans les usines, dans les villages et les villes, dans les associations, dans les partis, dans la presse, dans les services publics. Ils coiffent tout, régendent tout, expulsent ou récompensent, et décident de l'avenir.

Aux affaires étrangères, entre autres, ils prirent des décisions relevant nettement du ministre, comme par exemple de rappeler certains ambassadeurs jugés incompétents ou tièdes. M. Masaryk lui-même, malade depuis deux jours, tint à se lever malgré l'avis de son médecin pour se rendre au comité d'action. Il dut s'aliter une heure après.

Chacun s'empresse de s'incliner devant leurs ukases craignant, s'il s'y oppose, de perdre son gagne-pain, une considération péniblement obtenue après des années de travail, et peut-être la liberté.

Pour le moment les soviets n'existent qu'à l'échelon local. Mais Rude Pravo, ce matin, annonce qu'on va s'occuper de centraliser le système, et l'on attend avec une certaine curiosité de savoir qui en sera le président.

Les non-communistes terrorisés

En attendant, la terreur s'est emparée de tous les non-communistes. Socialistes nationaux, populistes, démocrates slovaques, voire social-démocrates, redoutent des lendemains qui ne chanteront pas... Ceux qui ont eu l'idée de partir il y a trois jours sont sauvés. Mais puisque la frontière est fermée, les autres n'ont que bien peu d'espoir de s'en tirer autrement qu'en reconnaissant leurs erreurs passées. Mais nombre d'entre eux, pour commencer, évitent fort prudemment de coucher chez eux. Une nouvelle clandestinité est née, mais qui a bien peu de possibilités d'action. Et la police, admirablement organisée et admirablement servie, en aura rapidement raison.

GEORGES PENCHENIER